

Finances Sociales et violence économique : une étude au Mexique

BIM n° - 08 juin 2010
Solène MORVANT

Le BIM d'aujourd'hui est une note de lecture rédigée par Solène Morvant de l'IRD sur un livre publié par Magdalena Villarreal, anthropologue mexicaine du CIESAS. Magdalena Villarreal est une des rares chercheuses en anthropologie qui s'intéresse à la microfinance à travers une analyse des rapports monétaires à l'intérieur de la famille. Spécialiste internationalement reconnue de l'anthropologie sociale de la monnaie et de la dette, elle est arrivée sur le thème de la microfinance (et plus particulièrement sur les coopératives financières) en traitant des questions de transfert d'argent des migrants mexicains aux US. Elle participe au programme de Recherche IRD-CIRAD-CIESAS-FOFIFA-IFP (<http://www.rume-rural-microfinance.org>). Le titre de son livre est « Mujeres, finanzas sociales y violencia económica en zonas marginadas de Guadalajara », « Femmes, finances sociales et violence économique en zone marginale de Guadalajara (Mexique) ».

Magdalena Villarreal est l'une des principales spécialistes des questions monétaires et financières au Mexique. Son anthropologie sociale se situe dans la lignée des travaux de Viviana Zelizer (dimension sociale de la monnaie) de Michel Callon (cadres institutionnels et sociaux de calcul) mais aussi de Norman Long (rôle des acteurs dans le développement) qu'elle combine pour aborder des questions liées notamment aux pratiques monétaires et financières des femmes, au rôle de la dette dans la société, aux dynamiques migratoires vers les Etats-Unis ou encore au rôle des ONG dans le développement rural.

Si l'on peut regretter que ce cadre théorique ne fasse pas l'objet d'un chapitre spécifique, ce cadre d'analyse est parfaitement mobilisé dans son dernier ouvrage qui nous transporte au plus près du quotidien de femmes et de leurs familles vivant dans quatre quartiers défavorisés de la ville de Guadalajara, capitale de l'Etat du Jalisco.

La méthodologie de terrain s'appuie sur des entretiens qualitatifs de type trajectoires de vie ou groupes de discussion et sur l'observation participante. La collecte systématisée d'un certain nombre d'informations permet à l'auteur d'établir de nombreuses comparaisons statistiques. Sur ce point, l'édition rend parfois difficile la lecture de certains graphiques.

L'ancrage territorial, qui se justifie par une histoire et des dynamiques économiques et sociales très spécifiques à chaque quartier, permet d'illustrer à la fois les similitudes et les singularités des stratégies financières des acteurs. Par-delà de nombreux traits communs que sont la très forte précarité, le manque d'emplois, la consommation de drogue et

d'alcool -essentiellement par leurs maris mais pas seulement- le livre insiste sur les particularités de chaque parcours, histoire.

Le livre aborde tour à tour les différentes facettes des conditions de vie de ces femmes et leurs familles : leurs revenus et les formes de dépendance économique et sociale, leur rôle à la fois dans les arbitrages pour les dépenses mais aussi et surtout dans la gestion du manque, les pratiques de crédit et d'épargne et enfin, la violence économique qu'elles subissent.

L'ethnographie très riche du travail réalisé par Magdalena Villarreal fait ressortir que les critères mobilisés dans les stratégies financières des acteurs (en l'occurrence des femmes) dépassent largement des questions d'intérêt matériel individuel et reflètent des questions de statut, d'honneur, de peur et d'identité. Ce résultat n'est pas nouveau en soi (Bloch and Parry 1989, Zelizer 1994, Shipton 2007, Villarreal 2004) mais ici l'accent est mis sur la manière dont les cadres de calcul des acteurs se voient déterminés non seulement par le genre mais également par l'appartenance ethnique et l'expérience qu'elles en ont, faite de fortes discriminations, d'exploitation, d'exclusion voire de violence physique.

Magdalena Villarreal livre dans cette perspective une analyse des différents postes de dépenses parmi lesquels l'éducation et la santé.

S'il est bien connu que les femmes donnent le plus souvent priorité aux dépenses concernant les enfants, certains postes de dépenses prennent une importance particulière du fait de la forte marginalisation à laquelle elles sont exposées.

En dépit de leurs faibles moyens, certaines femmes n'hésitent pas à confier un peu d'argent à leurs enfants pour qu'ils achètent une boisson ou un petit en-cas afin de leur éviter tout sentiment d'infériorité ou de marginalisation face aux autres élèves de l'école. Ainsi, les dépenses d'éducation déjà très pesantes prennent un poids encore plus significatif pour ces femmes victimes de discrimination liée à leur origine sociale ou ethnique.

La discrimination joue également un rôle prégnant dans les stratégies financières face à un problème de santé. Si certaines femmes sont couvertes par une protection sociale fournie par leur employeur ou via leur époux, ici encore l'utilisation des services médicaux fait l'objet de calculs où sont pris en compte des critères variés : confiance, éloignement et donc temps et coût, traitement de la part du personnel des services médicaux, etc. Nombreuses sont celles qui se tournent vers un médecin particulier alors qu'elles ont accès à des services médicaux couverts par leur assurance maladie pour ne pas perdre une journée entière de travail ou encore ne pas s'exposer à un mauvais traitement de la part du personnel.

Les arbitrages entre les différentes options (lorsqu'elles existent) obéissent donc à des logiques non seulement économiques mais aussi sociales et identitaires lesquelles se déclinent en fonction des appartenances de genre, d'ethnie, de classe, etc.

Pour autant il serait caricatural de résumer les stratégies de ces femmes exclusivement à un déterminisme d'appartenance ethnique de genre ou encore de classe. Le livre montre bien cette capacité de certaines à dépasser les barrières. En tant qu'acteurs économiques par le biais de leur petit commerce ou autre activité indépendante, ces femmes entrepreneuses s'appuient sur des réseaux familiaux ou s'assurent la protection d'un groupe social afin d'assurer la pérennité de leur activité.

Le rôle central des femmes tel qu'il apparaît ici n'est pas nouveau mais il est souligné par une relative absence de l'homme. Près de la moitié des femmes ne reçoivent aucun apport monétaire de leur conjoint le plus souvent sans emploi ou privilégiant d'autres dépenses dont l'alcool et la drogue. Dans ces zones urbaines, la majorité des femmes participent aux décisions voire prennent seules les décisions concernant les dépenses quotidiennes. Leurs revenus proviennent d'une multitude de petites activités indépendantes ou encore d'emplois de très court terme. S'ajoute à toutes ces charges, les urgences qui surviennent et la solidarité envers leurs parents et beaux-parents ou leurs enfants. L'ingéniosité et la créativité, l'entraide et le crédit sont essentiels à leur survie au quotidien.

Ainsi, à l'instar d'autres auteurs ayant travaillé dans d'autres contextes (Collins et Al., 2009 ; Guérin, 2006 ; Servet, 1995 et 2006 ; Johnson, 2004), la contribution de Magdalena Villarreal illustre à quel point le discours sur le « manque » de culture ou d'éducation financière de ces populations est inexact : les pauvres planifient, épargnent et gèrent des revenus non seulement faibles mais surtout irréguliers. Mais ces stratégies répondent à leurs propres critères, priorités : la planification de dépenses cérémonielles prend le pas sur celle liée aux dépenses de santé.

Au total, ce livre nous invite à revisiter les catégories génériques que sont : les femmes, les pauvres et surtout à affiner la définition de concepts économiques tels que : coût, risques, accessibilité et bénéfice en tentant d'accéder à la signification que pourraient avoir ces concepts pour ces populations. Il nous invite aussi à ne pas aller dans le sens de ceux qui voudraient « moraliser » les pauvres et surtout l'utilisation qu'ils font de leur argent (courant éthique) mais à faire un pas vers leurs logiques propres.

Cela concerne les chercheurs mais a aussi des implications en termes de politiques publiques. Le livre reste muet sur les politiques publiques qui pourraient être mises en œuvre mais affirme que l'éradication de la pauvreté ne peut transiter par le seul processus de production, consommation promu par l'accès à des services financiers grâce à la micro-finance. Cette position constitue évidemment une critique radicale des défenseurs d'un « capitalisme incluant » dont le chef de file est Prahalad (2004).

Solène Morvant
IRD

Références : Mujeres, finanzas sociales y violencia económica en zonas marginadas de Guadalajara, **Magdalena Villarreal (2009)**, Instituto Jalisciense de la Mujeres/ Instituto Municipal de las mujeres en Guadalajara, Guadalajara, 171 pages. Si vous êtes intéressés par ce document (en espagnol) prière d'envoyer un mail à solene.morvant@gmail.org.

Bibliographie

Bloch M. Parry J. (1989) (eds) *Money and the Morality of Exchange*, Cambridge: Cambridge University Press.

Collins D. Morduch J. Rutherford, S. Ruthven O. (2009) *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*, Princeton: Princeton University Press.

Guérin I. (2006) Women and Money: multiple, complex and evolving practices, *Development and Change*, 37(3), May: 549-570.

Johnson S. (2004) Gender norms and financial markets: evidence from Kenya, *World Development*, 32 (8): 1355-1374.

Prahalad C.K (2004) *The Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty Through Profits*, New Jersey: by Wharton School Publishing, 432 pages.

Shipton P. (2007) *The nature of entrustment. Intimacy, exchange and the sacred in Africa*, New-Haven & London: Yale University Press.

Servet J.-M. (2006) *Banquiers aux pieds nus : La microfinance*, Paris : Odile Jacob.

Servet J.-M. (1995) (ed) *Épargne et liens sociaux. Études comparées d'informalités financières*, Paris : AEF/AUPELF-UREF.

Zelizer V. (1994) *The social meaning of money*, New-York: Basic Books.